



1 - Actualité nationale et internationale

Conseil de surveillance de l'IEOM

Le Conseil de surveillance de l'IEOM s'est réuni le 27 mai 2010 à Nouméa sous la présidence de M. Didier Bruneel, représentant du gouverneur de la Banque de France et en présence de M. Yves Barroux, directeur général.

Le Conseil a procédé à un examen de la situation économique et monétaire dans les trois collectivités d'outre-mer du Pacifique ; il a procédé à une analyse de la situation des banques, de la distribution du crédit aux ménages et aux entreprises et de l'évolution du coût du crédit aux entreprises.

Un régime de réescompte simplifié a été mis en place pour les entreprises dont le CA est inférieur à 50 millions de francs CFP et n'ayant pas de difficultés de paiement avérées.

Au titre des activités de gestion, un compte-rendu de l'exécution budgétaire a été fait. Les comptes de l'IEOM pour l'exercice 2009 ont été approuvés par le Conseil. Ils font apparaître un résultat net de 5,3 millions d'euros qui se compare à 8,9 millions d'euros en 2008.

Supervision bancaire

Dans le cadre de la présentation du rapport annuel de la Commission bancaire pour 2009, M. Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France, Président de l'autorité de contrôle prudentiel a souligné l'importance des réformes réglementaires et institutionnelles engagées ou réalisées en 2009 :

- le renforcement de la réglementation prudentielle a été présenté par le Comité de Bâle. Les principales propositions ont été publiées en décembre 2009. La réforme envisagée vise à renforcer la robustesse des établissements de crédit selon cinq principaux axes (une amélioration de la couverture des risques de contrepartie et de marché ainsi que de ceux découlant de la titrisation, la mise en place d'un régime harmonisé de surveillance prudentielle du risque de liquidité, l'amélioration de la qualité des fonds propres de base en vue notamment de privilégier les instruments les plus purs, en termes notamment de capacité d'absorption des pertes, la mise en place d'un provisionnement prospectif destiné à obtenir les effets du cycle économique, l'élaboration, sous réserve de faisabilité sur le plan comptable, d'un ratio de levier venant en complément, et non en substitution, du ratio actuel assis sur les encours pondérés. Les services de la Banque de France et de l'Autorité de contrôle prudentiel participent activement aux travaux menés en la matière en vue de trouver un équilibre optimal d'ici à la fin de l'année 2010, pour une mise en œuvre d'ici fin 2012.

- les évolutions institutionnelles en cours, en termes de supervision, vont contribuer à renforcer l'efficacité du contrôle des établissements de crédit et plus généralement de la supervision financière, micro et macro-prudentielle. Un système dual dont la mission fondamentale sera d'assurer la stabilité financière va être mis en place à compter de 2011, au niveau européen et au niveau national.

PIB

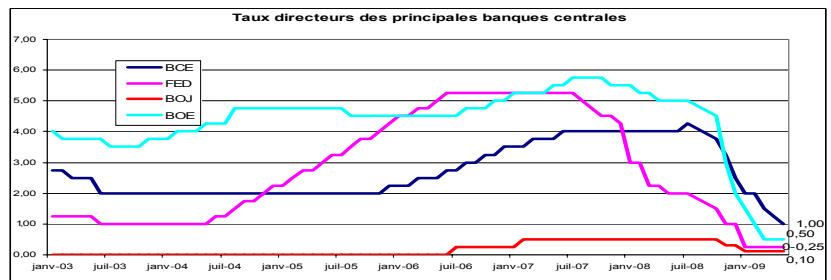
Accroissement du PIB de la zone euro

Le Comité monétaire de la FED se réunira le 22 juin 2010. Le PIB des Etats-Unis a crû de 3 % au premier trimestre 2010 en rythme annuel au lieu de 3,2 % annoncé en première estimation. En avril 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,3 % par rapport à mars. Les prix à la consommation mesurés en avril sur un mois ont reculé de 0,1 % et progressé de 2,2 % en glissement

annuel. La production industrielle a augmenté de 0,8 % par rapport à mars. Les Etats-Unis d'Amérique ont créé 431 000 emplois en mai. Le taux de chômage recule de 0,2 point à 9,7 % de la population active.

Taux d'intérêt

Au cours du 1^{er} trimestre 2010, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont augmenté de 0,2% par rapport au quatrième trimestre 2009.



Chômage

Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en France et du taux de chômage dans la zone euro

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 677 700, à fin avril 2010, soit une hausse de 0,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 15 700 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 7,8 % (+ 8,6 % pour les hommes et + 6,9 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 19,4 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,5 % de la population active métropolitaine au premier trimestre 2010, inchangé par rapport au quatrième trimestre 2009. En incluant les DOM, il s'établit à 9,9 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en avril 2010 contre 10 % en mars. Il était de 9,2 % en avril 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,7 % en avril 2010. Il était de 8,7 % en avril 2009.

Inflation

hausse de l'inflation en France et dans la zone euro

En avril 2010, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,3 % sur un mois ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,5 %.

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,6 % en mai 2010. En avril, il était de 1,5 %.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 21 mai 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. Le PIB du Japon a progressé de 1,2 % au premier trimestre 2010 par rapport au quatrième trimestre 2009. En avril 2010, la production industrielle du Japon a cru de 1,3 % par rapport à mars. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,5 % sur un an en avril pour le quatorzième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,7 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,1 % contre 5 % en mars. En avril 2010, les exportations japonaises ont augmenté de 40,4 % sur un an, les importations de 24 % et l'excédent commercial a atteint 6 milliards d'euros.

Excédent commercial en Chine

En avril 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 17,8 % en glissement annuel. En avril 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 2,8 % sur un an. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 30,5 % et de 49,7 % au mois d'avril. L'excédent commercial s'est élevé à 1,7 milliard de dollars après le solde négatif du mois de mars.

Informations bancaires

Entrée en vigueur du projet SURFI

A partir de juin 2010, SURFI (Système Unifié de Rapport Financier) va succéder à BAFI, en vigueur depuis 1993, entraînant un changement majeur du système de collecte des informations auprès des agents financiers. L'objectif de SURFI est triple : il vise à harmoniser les reportings monétaires et bancaires adressés aux autorités de contrôles, à alléger la charge déclarative des établissements et à moderniser le format de déclaration en adoptant un nouveau standard informatique, le XBRL. L'instruction introductive 2009-2 du 19 juin 2009 relative à la mise en place de SURFI fixe le nouveau système de remise, les formats de tableaux et les seuils de remise associés.

Dans les départements et les collectivités d'outre-mer, SURFI succède en partie aux conventions de place qui liaient les établissements de crédit ultra-marins à l'IEDOM et l'IEOM. Désormais, toutes les déclarations transiteront par le portail SURFI.

La récente création de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) a notamment élargi son domaine de compétence à la protection du consommateur. Dans ce cadre, l'ACP et l'Autorité des marchés financiers (AMF) ont signé le 30 avril 2010 une convention pour instaurer un point d'entrée unique de l'ensemble des demandes du public en matière de banque, d'épargne et d'assurance, dénommé « Assurance Banque Epargne Info Service ».

Protection des consommateurs

Opérationnel à compter de juin 2010, ce point d'entrée unique se présente sous la forme d'un site internet <http://www.abe-infoservice.fr>, d'un accueil téléphonique et une adresse postale, mais exclut tout accueil physique. Il a vocation à informer et à orienter le public concernant les relations contractuelles et les démarches à effectuer. Le site internet publie la liste des acteurs, alerte et met en garde le public contre les pratiques de certains établissements et offre enfin des conseils pratiques.

Fourniture de services de paiement

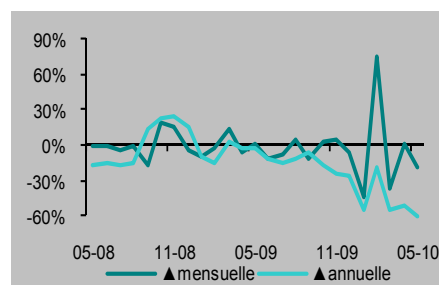
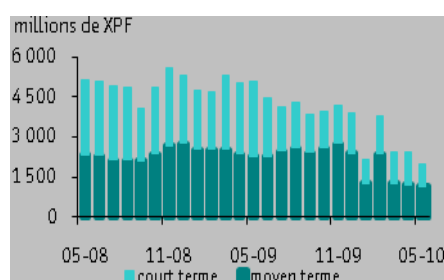
Le décret n° 2010-505 du 17 mai 2010 relatif à l'application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna du décret n° 2009-934 du 29 juillet 2009 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009 relative aux conditions régissant la fourniture de service de paiement et portant création des établissements de paiement a été publié au Journal Officiel de la République du 19 mai 2010.

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Baisse du refinancement tous termes confondus.

en millions de FCFP	mai-09	avr-10	mai-10	/mois	/an
Utilisations à court terme	2.774	1.240	840	-32,3%	-69,7%
Utilisations à moyen terme	2.277	1.207	1.161	-3,8%	-49,0%
Refinancement total	5.050	2.447	2.001	-18,2%	-60,4%



Cotation

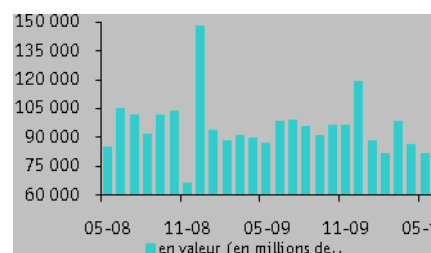
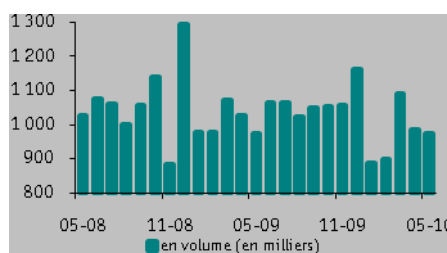
Hausse du nombre d'entreprises éligibles au refinancement.

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10
Entreprises cotées :	4 601	5 780	5 639
dont éligibles au refinancement	1 595	1 589	1 602
en %	34,7%	27,5%	28,4%

Compensation

Baisse des opérations en volume et en valeur au mois de mai.

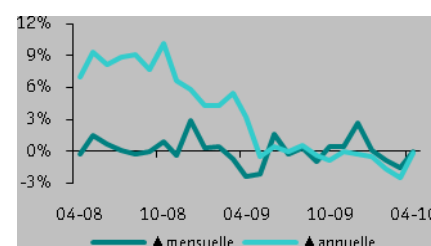
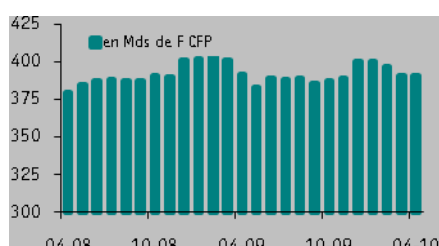
	avr-10	mai-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	984 096	974 218	-1,0%	4 834 026	-3,8%
Montant (millions de FCFP)	86 008	81 546	-1,0%	435 966	-3,0%



Masse monétaire

Stagnation de la masse monétaire sur le mois

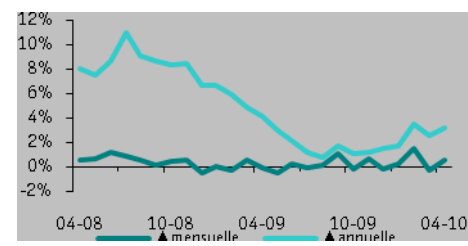
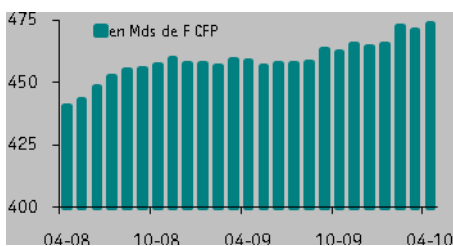
en millions de F CFP	avr-09	mars-10	avr-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 752	14 346	14 217	-0,9%	3,4%
Dépôts à vue	143 799	153 940	150 146	-2,5%	4,4%
Comptes sur livrets	91 030	110 508	110 932	0,4%	21,9%
Comptes d'épargne logement	216	227	221	-2,7%	2,3%
Dépôts à terme	132 721	105 891	109 579	3,5%	-17,4%
Autres	10 439	6 316	6 215	-1,6%	-40,5%
Total M3	391 956	391 228	391 310	0,0%	-0,2%



Concours des banques locales à l'économie

Légère hausse de l'encours de crédit en avril.

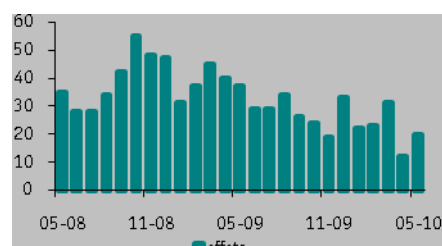
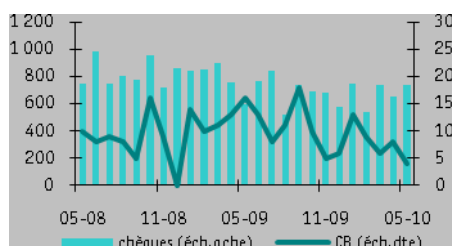
en millions de F CFP	avr-09	mars-10	avr-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	136 208	139 050	139 276	0,2%	2,3%
Crédits d'équipement	63 463	63 199	63 538	0,5%	0,1%
Crédits à l'habitat	150 280	154 540	154 463	0,0%	2,8%
Autres crédits	76 763	74 113	75 985	2,5%	-1,0%
Créances dout. brutes	32 162	40 264	40 331	0,2%	25,4%
Total CCB	458 876	471 166	473 593	0,5%	3,2%



Incidents de paiement

Progression des incidents sur chèques et sur effets.

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	650	671	766	14,2%	17,8%
- sur chèques	597	651	742	14,0%	24,3%
- sur effets	37	12	20	66,7%	-45,9%
- retraits de cartes bancaires	16	8	4	-50,0%	-75,0%



Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes physiques en interdit bancaire

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 972	3 878	3 865	-0,3%	-2,7%
- dont personnes physiques	3 541	3 424	3 415	-0,3%	-3,6%
- dont personnes morales	431	454	450	-0,9%	4,4%

3 – Brèves économiques locales

Convention AFD-SOFIDEP

Mise en place d'une couverture des risques d'impayés.

Une convention unissant l'AFD et la SOFIDEP a été signée le 26 mai 2010 afin de mettre en place un mécanisme de couverture des risques d'impayés sur les prêts participatifs octroyés par la SOFIDEP. L'AFD apporte à celle-ci 380 millions de F CFP qui lui permettront de créer un fonds de couverture interne servant de garantie à hauteur de 80% sur les prêts. Cette enveloppe devrait ainsi faciliter le financement bancaire de près de 600 projets pour un total de 2,5 milliards de F CFP.

Finances publiques

Adoption du 2^{ème} collectif budgétaire en commission des finances de l'APF.

La commission des finances de l'Assemblée de Polynésie française (APF) a approuvé, le 15 juin 2010, le compte administratif 2009 ainsi que le collectif budgétaire n°2. Ce dernier prévoyait notamment, en section de fonctionnement, 930 millions de F CFP de dépenses, dont 500 millions destinés au soutien de l'emploi, par le biais des contrats CPIA (conventions pour l'insertion par l'activité).

Adopté par l'APF, il a toutefois été amendé : le montant réservé aux aides à l'emploi a été augmenté à 850 millions de F CFP.

Mission d'assistance à la Polynésie française

Le rapport d'étape a été rendu public.

Conformément au protocole signé le 22 mars 2010 entre l'Etat et la Polynésie française, une mission d'assistance, visant à déterminer les marges de manœuvre de la collectivité en vue d'un redressement des finances publiques, est intervenue en avril 2010.

Le rapport d'étape de cette mission a été rendu public le 16 juin 2010. Il préconise notamment des mesures susceptibles d'être prises à court terme afin de restaurer l'équilibre budgétaire et financier de la collectivité :

- « Acter des mesures conjoncturelles de redressement rapide pour les exercices 2010 et 2011 » : restriction des subventions d'exploitation aux établissements publics, cession d'une partie des actifs non essentiels du Pays, mise en place d'un moratoire temporaire sur la défiscalisation locale ;
- « Maîtriser la masse salariale et les dépenses de fonctionnement courant du Pays » : non remplacement de tout ou partie des agents partant à la retraite, suppression des congés administratifs, réduction des dépenses courantes des ministères ;
- « Adopter des mesures exemplaires, qui conditionnent la faisabilité des mesures précédentes et auront un effet d'entraînement » : plafonner le cumul des rémunérations des élus, limiter le nombre de ministres, de membres de cabinets et de collaborateurs des représentants, plafonner et encadrer les rémunérations des membres de cabinets.

Grève générale

Grève générale initiée par le « collectif pour la paix ».

Un mouvement de grève générale a été initié le 10 juin 2010 par onze syndicats regroupés au sein du « collectif pour la paix ». Les revendications portaient notamment sur l'arrêt des licenciements, la pérennisation des systèmes de protection sociale et de retraite et la lutte contre la vie chère. Ce mouvement a été dans l'ensemble peu suivi. Néanmoins, plusieurs services de l'Etat et du Pays ont été touchés par des blocages. Ces derniers ont notamment entraîné la paralysie de l'Aéroport de Tahiti ayant conduit à

l'annulation de plusieurs des vols internationaux pendant trois jours et à l'immobilisation de près de 4 500 passagers.

Le 14 juin, un protocole d'accord de fin de conflit a été signé entre les représentants syndicaux et le gouvernement local. Ce dernier prévoit notamment le lancement d'une étude d'impact relative à la création d'un système d'indemnisation du chômage et l'organisation d'une table ronde visant à définir les grands axes d'un développement durable et pérenne du Pays. Un second protocole a également été signé avec l'Etat prévoyant notamment le soutien du Haut commissariat pour la mise en place d'un régime alternatif à la suppression de l'indemnité temporaire de retraite (ITR).

Les conséquences de cette grève sur l'économie sont importantes. La compagnie locale, Air Tahiti Nui a été contrainte de supprimer 27 vols, plus de 1 200 voyages programmés vers la Polynésie française ont été annulés. Le GIE Tahiti tourisme, pour sa part, estime à environ 1 milliard de F CFP la perte de chiffre d'affaires occasionnée par la grève pour le secteur touristique polynésien.

4 – Brèves économiques régionales

Australie

La hausse des prix à la consommation s'accélère au premier trimestre 2010

L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,9% au premier trimestre par rapport au précédent (+0,5% au quatrième trimestre 2009). En glissement annuel, la hausse atteint 2,9% (+2,5% au quatrième trimestre 2009). Sur le trimestre, les plus importantes progressions ont concerné les carburants (+4,2%), les produits pharmaceutiques (+13,3%) et l'électricité (+5,9%).

Nouvelle Zélande

Hausse de l'OCR par la RBNZ

Le 10 juin dernier, la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) a augmenté l'Official cash rate (OCR) d'un quart de point, de 2,50% à 2,75%. Cette décision est fondée sur le redémarrage de la croissance en Nouvelle Zélande qui pourrait atteindre 3,5% sur l'année. La reprise observée résulte d'un rebond des exportations tant en valeur qu'en volume, grâce au redressement de la zone Asie et d'une amélioration du marché du travail, dans un contexte d'inflation relativement maîtrisé en dépit de l'impact de l'accroissement de la TVA opéré par le gouvernement.

Les indicateurs de référence

INDICES	Indice	△/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - mai 2010 (base 100 décembre 2007)	102,3	0,1%	-0,3%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - mars 2010 (base 100 janvier 2000)	122,4	-0,2%	-2,7%
Index BTP 01 - mai 2010 (base 100 août 2001)	1,208	0,2%	-3,9%
Indice TPP - mai 2010 (base 100 août 2001)	1,193	0,7%	-1,0%

(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)	avril-10	Cumul 2010	△ cum/ an. préc.
Importations dont :	11 968	48 291	-2,5%
- produits agroalimentaires	2 906	10 400	0,0%
- biens de consommation	1 864	7 441	-8,1%
- biens d'équipement	2 058	9 637	-8,7%
Exportations dont :	1 043	3 620	10,4%
- perles brutes	796	2 497	19,2%
- poissons	30	71	ns

(source: ISPF)

TOURISME	fév-10	mars-10	Cumul 2010	△ cum/ an. préc.
Nombre de touristes	9 730	10 548	29 293	-10,7%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale	38,6%	40,4%	-	-
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit)	mars-10	avril-10	Cumul 2010	△ cum/ an. préc.
	33 923	39 744	145 542	-5,7%

(sources: ISPF, SEAC)

5 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,85% à 6,30% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/05/2010	30/04/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,3300%	0,3370%	- 0,007 pt	0,4100%	- 0,080 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,4290%	0,4130%	+ 0,016 pt	0,4530%	- 0,024 pt	banques locales	7,10%	#####
EURIBOR 3 mois	0,7010%	0,6630%	+ 0,038 pt	0,7000%	+ 0,001 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	0,9890%	0,9680%	+ 0,021 pt	0,9940%	- 0,005 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 12 mois	1,2600%	1,2360%	+ 0,024 pt	1,2480%	+ 0,012 pt	année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/05/2010	30/04/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	0,3386%	0,3453%	- 0,015 pt	0,3476%	- 0,018 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	0,4230%	0,4040%	+ 0,019 pt	0,4790%	- 0,056 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	0,6860%	0,6430%	+ 0,043 pt	0,7120%	- 0,026 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	0,9820%	0,9540%	+ 0,028 pt	0,9950%	- 0,013 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	1,2490%	1,2230%	+ 0,026 pt	1,2420%	+ 0,007 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	3,3400%	3,6400%	- 0,300 pt	3,7400%	- 0,400 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	3,1400%	3,4400%	- 0,300 pt	3,5400%	- 0,400 pt	
TRBOSP	3,1900%	3,5800%	- 0,390 pt	3,7600%	- 0,570 pt	

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/05/2010	30/04/2010	31/12/2009	31/05/2010	30/04/2010	31/12/2009	31/05/2010	30/04/2010	31/12/2009
taux JJ	0,410%	0,340%	0,145%	0,160%	0,160%	0,430%	0,575%	0,535%	0,465%
3 mois	0,750%	0,400%	0,375%	0,310%	0,285%	0,305%	0,830%	0,740%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,330%	3,740%	3,840%	1,270%	1,290%	nd	3,570%	3,930%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,53%
Prêts à taux fixe	6,29%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,32%
Prêts à taux variable	5,72%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,75%
Prêts relais	6,25%	Dé couverts en compte (commission de plus fort dé couvert exclue)	13,33%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,73%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,63%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Dé couverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,45%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,85%		Dé couverts en compte (commission de plus fort dé couvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	96,9625	1 NZD/XPF	65,8564	1 HKD/XPF	12,4427	1 GBP/XPF	140,6219	
100 JPY/XPF	105,9596	1 AUD/XPF	81,8686	1 SGD/XPF	69,2782	100 VUV/XPF	92,4243	1 FJD/XPF	48,5365

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : M. REMBLIN - Éditeur et imprimeur: IEOM -
 Agence de la Polynésie française 21, rue du Docteur Cassiau - BP 583 - 98 713 Papeete RP
 Dépôt légal : 22 juin 2010 - Achevé d'imprimer le 22 juin 2010 - N° ISSN 1240-3830

